AGIR POUR TRANSFORMER:

VERS UN MONDE JUSTE ET DURABLE

» CADRE STRATEGIQUE DE LA CIDSE
2016 - 2021

CIDSE
ensemble pour un monde de justice

Publié en mars 2016

Par	CIDSE, Rue Stévin 16, 1000 Bruxelles, Belgique, www.cidse.org
Rédacteur en chef	Bernd Nilles
Rédactrice	Valentina Pavarotti
Avec l'appui de	Angela Ocampo et Marie-Paule Ogereau
Photo de couverture	© Mark Dixon
Conception et mise en page	fuel, Bruxelles, www.fueldesign.be

Imprimé sur papier 100% recyclé, fabriqué sans blanchiment chimique ni optique.

Ce document est également disponible en allemand, anglais et espagnol.

© 350.org

TABLE DES MATIÈRES

06
LE RÉSEAU CIDSE

10
DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

18
LES CHANGEMENTS QUE NOUS VOULONS PROVOQUER

22
COMMENT NOUS VOULONS PROVOQUER LE CHANGEMENT

28
MEMBRES, PARTENARIATS, ALLIANCES

32
INSTRUMENTS ET OUTILS

36
ASPECTS OPÉRATIONNELS

AVANT-PROPOS

Nous sommes heureux de vous présenter le nouveau cadre stratégique de la CIDSE. Vous y trouverez les orientations et les priorités stratégiques de notre réseau pour la période 2016–2021. Il a été élaboré en tenant compte de l'expérience, des connaissances et des priorités de tous ceux et de toutes celles qui forment la CIDSE. Nous remercions l'ensemble des organisations membres, des groupes de travail et des partenaires stratégiques de la CIDSE qui, par leurs idées et leurs apports, ont nourri notre réflexion. Nous tenons en particulier à remercier le groupe de planification stratégique pour avoir guidé si adroitement les débats et la préparation de ce nouveau document. Ce groupe était composé de Philippa Bonella (SCIAF), Markus Büker (Misereor), Josianne Gauthier (Développement et Paix), Lorna Gold (Trócaire), Marco Gordillo (Manos Unidas), Angelo Simonazzi (Entraide et Fraternité), Dirk Van der Roost (Broederlijk Delen), Bernd Nilles et Chiara Martinelli (CIDSE). Un tout grand merci également à Thomas Geusens qui a facilité le travail de ce groupe ainsi qu'à toute l'équipe du secrétariat pour son appui.

Pour élaborer ce cadre stratégique, nous avons mis à profit l'expérience acquise au travers du plan 2010–2015 et du processus de changement de paradigme engagé par la CIDSE. Avec ce dernier, nous nous sommes lancés dans de nouveaux champs de travail pour repenser le développement, critiquer les défaillances systémiques dans nos économies et nos sociétés et chercher des alternatives que nous voulons promouvoir. Ce cadre est par ailleurs basé sur une analyse des défis et des opportunités qui attendent la CIDSE et ses membres (chapitre 2), avec pour toile de fond les effets dévastateurs des crises multiples sur les populations pauvres et vulnérables du monde ainsi qu'une conjoncture nouvelle offerte par les accords mondiaux sur le développement durable et le climat, les initiatives et alternatives citoyennes, la doctrine sociale de l'Eglise et son action.

Notre stratégie repose sur les expériences passées et conserve plusieurs points forts de la CIDSE, tout en mettant en place un nouvel esprit et une nouvelle direction.

© CIDSE

La CIDSE se redéfinit au chapitre 1 comme une famille internationale d'organisations catholiques oeuvrant pour la justice sociale, qui s'emploie à créer un changement transformationnel pour mettre un terme à la pauvreté et aux inégalités, dénoncer les injustices systémiques, les inégalités, la destruction de la nature et promouvoir des alternatives justes et durables pour l'environnement. Nous basons notre travail sur des valeurs et des principes clés, y compris un appel à une nouvelle simplicité dans nos modes de vie. Le chapitre 3 décrit les changements que nous voulons provoquer; il contient aussi l'engagement que le changement doit commencer par nous. Avec le chapitre 4, nous avons établi de nouvelles stratégies et mis en place des critères qui forment les éléments constitutifs de nos priorités et couvrent tous les domaines de travail de la CIDSE – allant des actions de plaidoyer et des campagnes d'opinion aux programmes de développement. Le chapitre 5 sous-tend et renouvelle l'ambition de la CIDSE d'être un réseau qui s'agrandit avec de nouveaux membres et alliés, renforce sa collaboration stratégique avec les partenaires du Sud et tente de créer des alliances plus larges et de construire des mouvements plus forts. Les instruments et les outils avec lesquels nous allons travailler sont décrits dans les chapitres 6 et 7; nous nous appuierons sur nos succès de facilitateur d'échanges d'idées, d'apprentissage commun et nous emploierons à prêcher par l'exemple dans nos actions.

Nous espérons que ce document sera un outil pratique et inspirant pour tous ceux qui participent aux travaux de la CIDSE, une source d'information exhaustive pour tous ceux qui s'intéressent à notre action ainsi qu'une invitation à travailler avec nous. Ce cadre précise notre ambition, nos priorités et nos critères, tout en restant flexible pour pouvoir ajuster notre action à de nouveaux développements et apprentissages.

Nous sommes confiants que la CIDSE est bien équipée pour poursuivre la lutte contre la pauvreté et les inégalités en faveur d'un monde juste et durable. Au final, ce document jette les bases de l'évolution de la CIDSE au cours des prochaines années et apporte l'élan nécessaire à l'amorce de changements positifs dans l'existence des personnes en situation de pauvreté.

Heinz Hödl	Bernd Nilles
Président	Secrétaire général

LE RÉSEAU CIDSE

Travailler ensemble pour un monde de justice

© CIDSE

QUI NOUS SOMMES

Nous sommes une famille internationale d'organisations catholiques œuvrant pour la justice sociale; notre réseau est composé de différents membres issus de 15 pays ainsi que d'un secrétariat international basé à Bruxelles. Ensemble et avec d'autres, nous nous employons à promouvoir la justice, à utiliser le pouvoir de la solidarité mondiale et à créer un changement transformationnel pour mettre un terme à la pauvreté et aux inégalités. Pour ce faire, nous dénonçons les injustices et les inégalités du système, de même que la destruction de la nature. Nous proposons des alternatives justes et durables pour l'environnement et croyons en un monde où chaque être humain est en droit de vivre dignement.

La CIDSE est avant tout un réseau de membres engagés, qui unissent leurs forces pour s'acquitter de cette mission. Nos principes et nos valeurs s'inspirent de l'Évangile et procèdent de la doctrine sociale de l'Église. Nous appartenons à une communauté mondiale d'action et d'apprentissage prête à travailler avec tous les groupes et toutes les personnes de bonne volonté.

Par son pouvoir de facilitation et d'initiative, le secrétariat de la CIDSE participe au leadership en appliquant les décisions prises par le réseau et en agissant parfois au nom du réseau.

NOTRE MISSION

Ensemble et avec d'autres, nous voulons être au service des pauvres, promouvoir la justice, utiliser le pouvoir de la solidarité mondiale et créer un changement transformationnel pour mettre un terme à la pauvreté, aux inégalités et aux menaces sur l'environnement, tant à l'échelle mondiale que locale.

NOS VALEURS ET NOS PRINCIPES

Nous appartenons à une communauté mondiale d'action et d'apprentissage prête à travailler avec tous les groupes et toutes les personnes de bonne volonté. La CIDSE pense et agit en fonction des **principes et des valeurs suivants**:

» DIGNITÉ: tous les êtres humains naissent égaux en dignité. Cette dignité est incarnée dans les droits de l'homme. Toute atteinte aux droits de l'homme est une atteinte à la dignité humaine. C'est la raison pour laquelle la CIDSE s'emploie à aider tous ceux qui sont atteints dans leurs droits et leur dignité à définir eux-mêmes la façon dont ils souhaitent vivre dans la communauté mondiale. Nous assumons par ailleurs nos propres responsabilités et, tant sur le plan individuel que politique, nous nous efforçons de changer les comportements et les structures de nos pays qui ont une incidence sur la dignité humaine de par le monde.

» SOLIDARITÉ: nous sommes unis les uns aux autres en tant qu'être humains et créatures de Dieu. Nous agissons aux côtés de personnes ou de communautés pauvres, exclues ou opprimées pour les aider à transformer leur situation. Pourquoi des personnes sont-elles pauvres et marginalisées? Quelles sont les structures injustes à l'origine de cette situation? Quel est le rapport avec la culture, les affaires, la finance et la politique de nos propres pays? Ceci explique pourquoi la solidarité nous change nous aussi et change nos pays, nos sociétés.

» APPROPRIATION: les membres de la CIDSE décident ensemble de la façon dont il convient de transposer notre mission commune en activités et en stratégies conjointes. Les débats et les prises de décisions stratégiques associent l'ensemble des membres, au travers d'une participation active et sur un pied d'égalité. La mutualisation de nos ressources et de nos expériences au sein du réseau nous permet d'atteindre des objectifs communs qui s'ajoutent aux réalisations individuelles de chaque organisation membre. En tant qu'agences catholiques, nous voulons prêcher par l'exemple.

» PARTENARIAT: notre coopération avec les partenaires d'Afrique, d'Asie, d'Océanie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient repose sur la confiance, des valeurs partagées et des objectifs communs. Conscients des questions de pouvoir qui sous-tendent certaines relations, nous nous efforçons d'établir et de préserver des rapports de force équitables. Par l'écoute de l'autre, la confrontation des analyses et un plaidoyer commun, nous mutualisons la responsabilité et la reconnaissance des résultats que nous pouvons obtenir ensemble.

» DIALOGUE: nous sommes convaincus que l'écoute, la compréhension, l'apprentissage et la communication sont essentiels à tout processus de changement. Ce sont les fondements d'une compréhension mutuelle et d'une coexistence et d'une coopération porteuses de sens, que ce soit à l'échelon local ou mondial. Engager le dialogue avec des partenaires des autres continents est un aspect essentiel de notre méthode de travail.

» SUBSIDIARITÉ: pour que notre réseau puisse s'acquitter de sa mission et atteindre ses objectifs, nous essayons de traduire le principe de subsidiarité dans les faits et d'apporter l'appui nécessaire aux responsables de nos différents domaines d'activité. À l'évidence, le principe de subsidiarité – qui revient à être au plus près des personnes que nous nous efforçons de représenter – ne s'applique pas qu'aux structures opérationnelles de la CIDSE, mais aussi aux modalités de coopération entre la CIDSE et ses partenaires du Sud.

» DURABILITÉ: nous sommes les intendants de la Terre et non ses propriétaires. Nous faisons partie de l'environnement et tout préjudice à son encontre est un préjudice à l'encontre de l'humanité. Notre promotion du développement humain suppose que nous respections les limites de la planète. Nous devons préserver les ressources dont dépendent les générations présentes et futures. Nous pensons que le Nord et le Sud ont une responsabilité commune, mais différenciée, à cet égard.

» VIVRE SIMPLEMENT: nous sommes convaincus que vivre dans la simplicité est une expérience enrichissante. Nous ne trouvons aucun sens à l'accumulation des biens matériels. «Bien vivre» suppose que les populations du Nord et, plus généralement, les classes nanties de la planète, réduisent leur train de vie. En d'autres termes, nous devons nous fixer des limites, en fonction de ce qui est durable pour la planète sur laquelle nous vivons et en fonction de ce qui est équitable pour nos semblables, surtout ceux du Sud, avec qui nous partageons la Terre.

» INTENDANCE: nous nous soumettons à des normes professionnelles. Nous nous employons à être de bons intendants de l'ensemble des ressources qui nous ont été confiées, à mener des activités rentables, à rendre compte de notre action, à être transparents dans nos prises de décisions, à avoir le souci du résultat et à pouvoir prouver à tout moment que l'impact obtenu est maximal.

Une ouverture pour une nouvelle approche du travail de la CIDSE

DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

© Eduardo Luzzatti Buyé

Puisque notre ambition est de changer la réalité autour de nous, il semble utile de faire le point des défis soulevés par l'état actuel de la situation. C'est en comprenant et en analysant celle-ci que nous serons en mesure de contribuer à l'identification de solutions justes et équitables.

LE MONDE QUI NOUS ENTOURE: NOS DÉFIS

» UNE SEULE CRISE

Notre Cadre stratégique 2016-2021 s'inscrit dans le prolongement de la crise financière la plus grave qu'ait connu le monde industrialisé depuis la Seconde guerre mondiale. Même si d'aucuns prétendent que la grande crise de 2007-2008 est finie et que nous pouvons continuer comme si de rien n'était, le monde d'après la crise n'est plus le même. Si la pauvreté diminue dans l'ensemble, nombreux sont ceux qui continuent de vivre dans la pauvreté et la précarité; par ailleurs, près de 800 millions de personnes risquent de retomber dans la pauvreté au moindre incident, les femmes aux faibles revenus étant particulièrement vulnérables.[1] Les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables sont davantage éprouvés par les catastrophes naturelles[2] ou économiques. «La crise financière de 2007-2008 était une occasion pour le développement d'une nouvelle économie plus attentive aux principes éthiques, et pour une nouvelle régulation de l'activité financière spéculative et de la richesse fictive. Mais il n'y a pas eu de réaction qui aurait conduit à repenser les critères obsolètes qui continuent à régir le monde.»[3] Aujourd'hui, «il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale. Les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux exclus et simultanément pour préserver la nature.»[4]

---

[1] La capacité des femmes – qui pour la plupart travaillent dans les secteurs informels – à surmonter les chocs défavorables est compromise par l'absence de protection sociale officielle, et les vulnérabilités se multiplient lorsque les travailleurs informels subissent le harcèlement des autorités publiques. *Rapport 2014 sur le développement humain*. http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14-report-en-1.pdf.

[2] Au cours des inondations qui ont frappé Bombay en 2005, les ménages les plus pauvres ont été les plus vulnérables. Au Bangladesh, les inondations majeures qui frappent le pays certaines années, endommagent jusqu'à 7,5 millions d'hectares de cultures. Là encore, ce sont les plus pauvres qui souffrent le plus. *Rapport 2014 sur le développement humain.*

[3] Pape François, *Laudato Si'* 189, mai 2015. http://w2.vatican.va/content/francesco/fr/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.html.

[4] Pape François, *Laudato Si'* 139, mai 2015.

» RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE EN DÉCLIN

Outre la persistance de la crise économique et financière, nous sommes confrontés au déclin du sentiment de responsabilité commune. De nombreux pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE n'honorent pas leurs engagements en matière de développement et demandent en revanche que l'aide publique au développement soit redéfinie pour les absoudre de leur promesse d'allouer 0,7% de leur PIB à cette même aide. D'autres s'attendent à ce que la Chine ou les pays BRICS – Brésil, Inde, Afrique du Sud et Russie – reprennent le flambeau (financier) des objectifs de développement et appellent ces pays à prendre une part de responsabilité plus importante. Par ailleurs, divers groupes de pays industrialisés qui comptent sur la scène mondiale – les pays du Conseil de sécurité de l'ONU dans sa composition actuelle, le G8 et le CAD – semblent plus enclins à oublier la solidarité internationale qu'à partager le pouvoir. Bref, c'est la responsabilité internationale commune qui est en déclin, au détriment des plus vulnérables.

» CROISSANCE DESTRUCTRICE

Tandis que les lignes géopolitiques bougent et que les puissances économiques traditionnelles s'efforcent de garder leurs positions, le paradigme de croissance prédomine encore et toujours. Le Nord est au premier rang du nivellement par le bas pour garder la mainmise sur les ressources naturelles, l'énergie et les nouveaux marchés, avec des conséquences aussi visibles que banales, qui se manifestent par la dégradation de l'environnement, des problèmes de santé et de famine, mais aussi par des conflits attisés ou déclenchés par les dissensions autour des ressources naturelles, par l'accaparement des terres[5] et par la recherche d'autres avantages matériels à court terme.

---

[5] D'après une étude des Amis de la Terre Europe, l'expansion des plantations de jatrophe au Ghana pousse les petits agriculteurs, et surtout les agricultrices hors de leurs terres; en Tanzanie, des milliers de cultivateurs de maïs et de riz ont été évincés de leurs terres en 2009 ou ont été menacés d'expulsion. Ce sont des entreprises européennes, soutenues par l'Initiative énergie de l'UE et par des fonds d'aide britanniques et américains qui sont derrière ce mouvement. Voyez: https://www.foeeurope.org/sites/default/files/publications/FoEE_Africa_up_for_grabs_0910.pdf.

» MOINS D'ETAT, PLUS DE SECTEUR PRIVÉ

Nous observons également un glissement de l'État vers les entités privées, lesquelles ne sont pas soumises à l'obligation de rendre des comptes. Par ailleurs, de nombreux États, surtout dans le Sud, sont trop pauvres et trop fragiles que pour pouvoir se défendre face à des acteurs économiques et financiers de plus en plus présents et puissants.
On parle de plus en plus de la place que les acteurs financiers privés – de leur propre chef ou incités par des fonds publics – pourraient occuper dans nos sociétés, en contribuant par exemple aux objectifs de développement durable et de financement du climat. On nous vante de plus en plus le secteur privé, et non plus l'État, comme principale composante du futur «partenariat mondial pour le développement durable», sous la houlette d'une poignée de puissantes sociétés transnationales.[6] Des méga-accords commerciaux tels que le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement et le Partenariat transpacifique, s'ils devaient voir le jour, transformeraient des pans entiers des mondes industrialisé et en voie d'industrialisation en vastes espaces voués à une croissance économique potentiellement débridée, sans freins ni contrepoids, ni surveillance démocratique.

» UNE RÉPONSE INSATISFAISANTE FACE AUX DÉFIS MONDIAUX

Dans ce contexte, la réalité du terrain – où quelques-uns monopolisent de plus en plus le pouvoir, l'influence et la richesse[7] – paraît de plus en plus déconnectée de l'environnement politique mondial où l'on nous affirme avoir l'ambition de relever des défis mondiaux tels que les changements climatiques et s'engager «à ne laisser personne de côté et à protéger la planète».[8] On parle beaucoup d'une transformation radicale de l'économie et de toutes les facettes de la société en vue de promouvoir la durabilité, mais ces belles paroles ne se transforment pas en actes politiques efficaces.

---

[6] Voyez, par exemple, le commentaire de Roberto Bissio au sujet du nouveau mécanisme de partenariat des Nations unies. www.globalpolicy.org/component/content/article/252-the-millenium-development-goals/52506-a-new-partnership-facility-for-the-united-nations.html.

[7] Oxfam Issue Briefing, *Wealth: Having it all and wanting more,* janvier 2015. www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/ib-wealth-having-all-wanting-more-190115-en.pdf.

[8] Document final du Sommet des Nations unies en vue de l'adoption du Programme de développement pour l'après-2015. *Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030,* septembre 2015. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/21252030%20Agenda%20for%20Sustainable%20Development%20web.pdf.

» BOULEVERSEMENTS MONDIAUX

Dernier point, mais non des moindres, l'ordre instauré après la Seconde guerre mondiale se délite; guerre et confrontations font à nouveau partie du vocabulaire politique contemporain. Aujourd'hui, des millions de personnes migrent pour des motifs tels que le terrorisme, la violence, la dégradation de l'environnement, les interventions économiques ou un développement qui ne passe pas par l'humain. Les profondes mutations sociales qu'a connues le monde au cours des deux premières décennies du nouveau millénaire n'étaient pas tant le fruit d'un effort de la société civile organisée ou d'une politique publique que la conséquence de soulèvements populaires, diffusés par la puissance des réseaux sociaux. Les peuples, les sociétés et les structures apparaissent en perpétuel mouvement et les approches traditionnelles ne parviennent pas à apporter les réponses nécessaires à cette instabilité permanente.

LE MONDE QUI NOUS ENTOURE: NOS OPPORTUNITÉS

Un tel contexte pourrait facilement nous faire perdre espoir ou nous faire oublier qu'il existe nombre d'occasions de trouver des solutions aussi urgentes que nécessaires. Nous voulons mentionner ici quelques changements positifs et chargés d'espoir, parmi les plus importants.

LAUDATO SI' – UN NOUVAU KAIROS POUR L'EGLISE DANS LA SOCIÉTÉ

L'insistance avec laquelle le Pape François parle d'une Église des pauvres et «sortant de ses murs» nous emplit d'espoir et fait écho à l'appel de millions de personnes, bien au-delà de ses murs, qui attendent de lui – et de nous – un leadership et des actes. L'encyclique *Laudato Si'*, en tant que dernier document de la doctrine sociale de l'Eglise ouvre de nouveaux dialogues à la recherche de réponses dans des débats publics essentiels, tels ceux sur la justice sociale et les changements climatiques. Selon *Laudato Si'*, «il faut que la décision politique soit incitée par la pression de la population. La société, à travers des organismes non gouvernementaux et des associations intermédiaires, doit obliger les gouvernements à développer des normes, des procédures et des contrôles plus rigoureux»; «le mouvement

écologiste» et «les organisations de la société civile» y sont également félicités pour leurs apports et leur engagement, grâce auxquels les questions environnementales sont de plus en plus présentes dans l'agenda public et sont devenues une incitation constante à penser à long terme.[9] Le regain d'attention accordé à l'action menée par des organisations telles que la CIDSE renforce notre mandat et nous fournit l'occasion de promouvoir et de soutenir des modèles alternatifs du vivre ensemble, permettant à chacun de s'épanouir sur un pied d'égalité en harmonie avec la création. *Laudato Si'* fait référence à une nouvelle vision éthique qui doit émerger au sein de la sphère politique et économique – pour donner naissance à la «révolution de la tendresse» et la «fraternité».

» DES FORMES DE SOLIDARITÉ HUMAINE NOUVELLES ET REDYNAMISÉES

La crise des réfugiés que nous connaissons en ce moment a réveillé des formes encourageantes de solidarité humaine. Tandis que les politiques discutaient chiffres et frontières, nombre de citoyens se mobilisaient pour porter assistance aux réfugiés en leur offrant nourriture et abri, en leur témoignant leur solidarité et en respectant leur condition humaine. Ces formes de solidarité humaine nous portent à croire qu'il existe d'autres moyens, des manières alternatives d'influencer la réalité ou de travailler sur les réformes profondes nécessaires.

» UNE OUVERTURE POUR UNE NOUVELLE APPROCHE

Des organisations de la société civile comme la nôtre ont commencé à se demander si elles pouvaient arriver à une transformation fondamentale et exercer une réelle influence sur les changements politiques nécessaires sans changement de paradigme. La CIDSE a donc amorcé un débat sur ce changement de paradigme et répertorié les éléments-clés de la transition socio-économique que nous appelons de nos vœux. C'est le moment ou jamais de porter cette vision et ces valeurs face aux nombreux défis mondiaux que nous connaissons aujourd'hui, sachant que «alors que l'humanité de l'époque post-industrielle sera peut-être considérée comme l'une des plus irresponsables de l'histoire, il faut espérer que l'humanité du début du XXIe siècle pourra rester dans les mémoires pour avoir assumé avec générosité ses graves responsabilités».[10]

---

[9] Pape François, *Laudato Si'* 179, mai 2015.
[10] Pape François, *Laudato Si'* 165, mai 2015.

» UN NOUVEAU CADRE DE DÉVELOPPEMENT UNIVERSEL

Approuvé par les gouvernements en septembre 2015, le «Programme pour un développement durable à l'horizon 2030» cherche à répondre aux défis contemporains les plus pressants. Fruit de débats, de consultations et de mobilisations d'une intensité sans précédent, il donne la vision d'un monde dans lequel toute forme de vie peut prospérer. Universel par nature, il reconnaît l'interdépendance des objectifs économiques, sociaux et environnementaux et se fonde sur la reconnaissance explicite des droits de l'homme. Il énonce d'importants objectifs, tels que mettre un terme à la pauvreté, parvenir à l'égalité entre les sexes, réduire les inégalités, mettre en place des modes de production et de consommation durables, ou encore lutter contre le déboisement et les changements climatiques. Mais en définitive, ce programme ne vaudra que par la réalisation de ses objectifs et la reddition de comptes aux populations du monde entier. Il convient par ailleurs de reconnaître et de corriger les limites, les failles et les incohérences des Objectifs de développement durable (ODD). Les ODD ne surmontent pas la contradiction entre la recherche de l'harmonie avec la nature et la priorité accordée à une croissance durable pour toutes les nations; ils impliquent une concurrence permanente autour de ressources naturelles limitées; ils ne combattent pas l'injustice des règles mondiales en matière de finance, de fiscalité, de commerce et d'investissements, alors que ceci est indispensable à l'avènement de la transformation structurelle qui permettra de s'atteler aux causes profondes de la pauvreté et des inégalités.

© Clemens Kusch

Des formes de solidarité humaine nouvelles

» UN PACTE MONDIAL POUR LE CLIMAT

L'Accord de Paris conclu lors de la 21ème Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques en décembre 2015 a été un tournant. Il reconnaît les défis structurels que posent les changements climatiques et contient un accord contraignant pour limiter la hausse de température à 1,5° C par rapport aux niveaux préindustriels, obtenu en grande partie grâce aux efforts de nombreux acteurs, y compris l'Eglise catholique et les pays vulnérables, ainsi qu'à la mobilisation de masse et la pression populaire sur les politiciens. Il contient également un mécanisme d'examen pour encourager les pays à aller plus loin ainsi qu'un cadre de surveillance des émissions. L'objectif à long terme de l'accord visant la décarbonisation est un signe d'espoir d'une transition vers des économies sobres en carbone mais les «technologies» et les «actions» pour y parvenir y sont vaguement mentionnées sans être définies. Cela laisse la porte ouverte à toutes sortes de fausses solutions (comme l'agriculture intelligente face au climat[11] et d'autres encore). L'accord manque d'ambition et de sentiment d'urgence dans de nombreux domaines, y compris là où il a échoué à garantir de nouvelles sources de financement supplémentaire et prévisible. Il est également loin d'être satisfaisant en ce qui concerne les mécanismes de mise en conformité et la protection des droits de l'homme et de la sécurité alimentaire. Or, tous ces éléments sont nécessaires pour assurer la protection des plus pauvres et des plus vulnérables.

Ce nouveau cadre stratégique est l'occasion d'adapter nos méthodes de travail et de coopération compte tenu des nouveaux besoins et des nouvelles tendances (globales). Le chapitre suivant esquisse la façon dont nous comptons nous y prendre. C'est le secrétariat de la CIDSE qui facilitera cette nouvelle méthode de travail, par ses conseils, son appui et sa capacité opérationnelle, dans l'optique d'atteindre ce fameux changement de paradigme que nous nous sommes engagés à réaliser.

[11] www.cidse.org/publications/just-food/food-and-climate/csa-the-emperor-s-new-clothes.html.

LES CHANGEMENTS QUE NOUS VOULONS PROVOQUER

Combattre les causes structurelles de l'injustice et de la pauvreté

© Abbie Trayler-Smith / Panos Pictures / Department for International Development

LE CHANGEMENT: UN COMBAT DIFFICILE

Au cours des six dernières années, la CIDSE s'est employée à battre en brèche divers postulats de croissance, de développement et de consommation. Avec nos organisations partenaires, nous avons engagé le combat contre les causes structurelles de l'injustice et de la pauvreté, qu'elles soient liées aux effets de l'extraction minière, des changements climatiques, de l'accaparement des terres ou des injustices sexospécifiques.

En tant qu'organisations catholiques, nous voulons mettre en place une société fondée sur la solidarité, l'égalité socio-économique et l'égalité entre les hommes et les femmes, au sein de laquelle l'économie est au service de la société et respecte la finitude des ressources de la planète. Nous avons appris qu'il ne suffisait pas de plaider pour un changement de politiques pour obtenir une transformation. Malgré des avancées partielles, nous ne pouvons qu'éprouver un sentiment de frustration quand la tendance générale est aux inégalités, à la famine, aux changements climatiques et à la préséance des intérêts des entreprises sur ceux des peuples et de la planète.

» LE CHANGEMENT SYSTÉMIQUE

Ce qui précède nous a amenés à considérer les changements systémiques suivants comme nécessaires:

- Un partage plus équitable et la pose de limites à l'usage des ressources mondiales;
- Des systèmes de gouvernance où les rapports de force sont démocratisés, où les peuples reprennent le contrôle sur les choix de société et où les règles mondiales permettent à des alternatives locales de voir le jour;
- Des économies fondées sur un patrimoine commun, avec de nouveaux modèles d'acteurs et de nouvelles structures diversifiées et décentralisées;
- La renaissance d'une véritable solidarité fondée sur la justice et une responsabilité partagée (entre les peuples), conduisant à une émancipation et à une transformation de la société et des individus, participant à un mouvement global pour le changement.

Nous avons pris conscience de ce qu'un changement en profondeur est souvent déclenché par la base, c.-à-d. par les populations qui luttent pour une vie meilleure et pour la dignité humaine. Nous serons dès lors plus attentifs aux solutions et aux alternatives proposées par les populations pour et par elles-mêmes, et qui fonctionnent pour elles.

» LE CHANGEMENT COMMENCE PAR NOUS

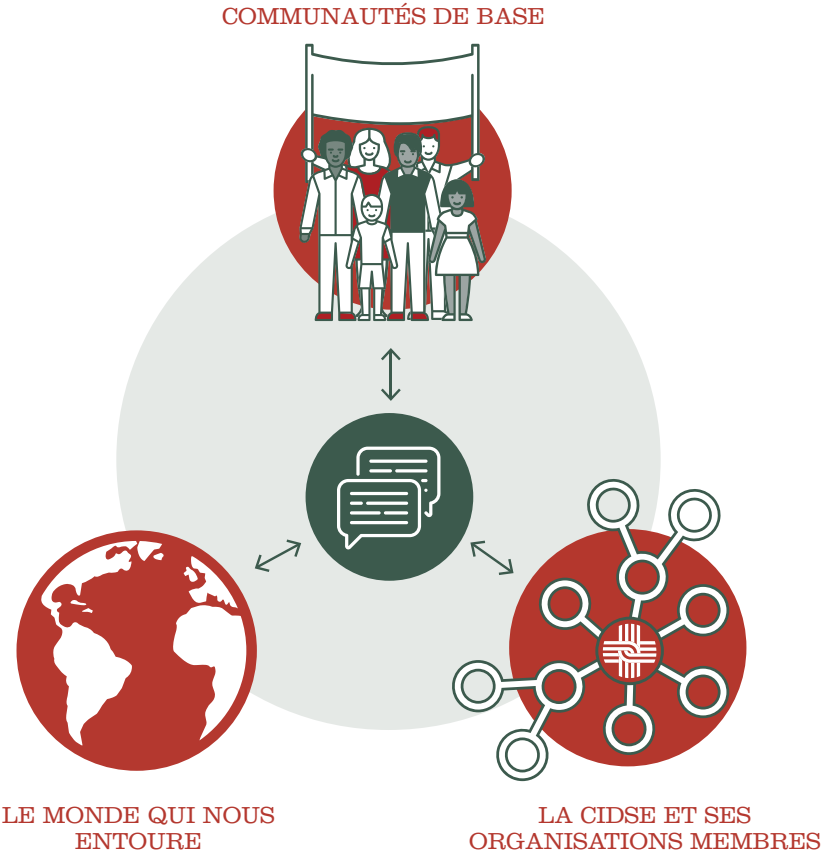
Au regard du nouveau contexte mondial que nous venons de décrire, il est évident que nous devons définir de nouvelles approches et trouver ensemble de nouvelles façons de parvenir à un changement systémique. Ceci n'est pas sans conséquences sur la façon dont nous travaillons en tant qu'organisations et que réseau CIDSE. L'essence du changement dont nous avons besoin réside dans un authentique partenariat, un véritable apprentissage et des canaux de communication ouverts avec les populations que nous voulons aider.

Nous tenons par conséquent à introduire les changements suivants dans l'organisation de notre travail:

- Des changements dans la façon dont nous travaillons comme organisations et comme réseau – afin de promouvoir un partenariat authentique, de tester de nouvelles choses ensemble et de mutualiser nos savoirs, de jeter des ponts entre les communautés et les modes de vie du Nord et du Sud;
- Des méthodes de travail plus intégrées, qui regroupent notre travail de partenariat, notre action publique et politique de même que nos efforts de financement au sein d'une approche commune, en s'appuyant sur nos organisations et sur notre réseau de manière à effectuer notre travail de développement par des voies innovantes.

Le présent cadre stratégique ne se substitue pas aux stratégies de nos organisations membres. C'est un document qui fournit des orientations pour agir ensemble et renforcer notre collectif: combler les lacunes, faire remonter les expériences et l'expertise des communautés de base et des organisations membres vers le réseau et inversement.

Ce cadre entend consolider l'action menée par les organisations membres, tenir compte des évolutions les plus récentes et affiner le profil de la CIDSE en fonction de son créneau d'activité spécifique et de sa valeur ajoutée. Il invite par ailleurs tous les membres à profiter d'apprentissages communs, de renforcements des capacités, de tests, de partages des risques et d'actions coordonnées.



COMMENT NOUS VOULONS PROVOQUER LE CHANGEMENT

Nous voulons proposer des alternatives innovantes

© anw

La doctrine sociale de l'Église, qui continue de nourrir l'action de la CIDSE, nous invite à combattre les causes structurelles de l'injustice et à plaider pour un changement qui assure le respect des droits de l'homme, garantisse le bien commun et réponde aux inégalités, à l'accès aux ressources, à l'égalité hommes-femmes, aux besoins et aux droits des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables de nos sociétés.

CE QUE NOUS ALLONS CONTINUER À FAIRE

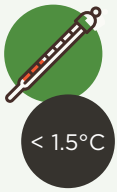
Notre démarche s'attachera à être à la fois prophétique et source d'inspiration. Nous voulons repousser les limites et proposer des alternatives innovantes, ancrées dans les défis et les solutions de nos partenaires du Sud et du Nord, et dans ceux et celles qui se font jour dans nos propres sociétés. En tant que réseau, nous avons accumulé beaucoup d'expérience, de collaborations et d'influence dans les domaines de la justice climatique, de l'alimentation équitable, des entreprises et des droits de l'homme, ainsi que de la finance et du développement. Nous poursuivrons nos travaux dans ces domaines, tout en les consolidant par des approches plus intégrées.

«Il faut que la décision politique soit incitée par la pression de la population. La société, à travers des organismes non gouvernementaux et des associations intermédiaires, doit obliger les gouvernements à développer des normes, des procédures et des contrôles plus rigoureux.»

Pape François, *Laudato Si'*

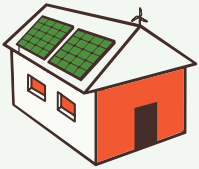
PLUS SPÉCIFIQUEMENT,
nous nous emploierons à promouvoir:

1 La fin de l'ère des **combustibles fossiles** et de l'**extraction** à tout prix



2 Tout en soutenant des parcours de transition et des modèles de développement respectueux d'une hausse de la température mondiale **inférieure à 1,5°C** et respectueux des **droits des communautés à l'alimentation, à la terre et à des moyens de subsistance**

3 Le renforcement de l'**agroécologie** et de **systèmes alimentaires démocratiques locaux** ainsi que l'arrêt des investissements en faveur d'une agriculture industrielle qui contribue par ailleurs aux changements climatiques



4 L'arrêt du financement des énergies sales au profit de productions d'**énergies renouvelables communautaires décentralisées**

5 La **réglementation des entreprises et des échanges commerciaux** de manière à faire appliquer les obligations en matière de droits de l'homme, tout en **limitant le pouvoir d'influence des sociétés transnationales** sur les politiques publiques

6 La réforme des règles afférentes aux politiques fiscales et de taxation pour les mettre au service d'une **finance durable** et d'une **répartition équitable des richesses**

7 Un **soutien** aux producteurs alimentaires, aux travailleurs, aux peuples indigènes, aux femmes et aux dirigeants des communautés locales pour qu'ils puissent **s'organiser et s'exprimer eux-mêmes** à la table des négociations

9 L'apparition et l'encouragement de **modes de vie durables**, en limitant la consommation et les déchets et en repensant les schémas de production énergétique et alimentaire au niveau politique et communautaire

8 La poursuite du dialogue sur l'**égalité entre les sexes**, et la lutte contre les inégalités entre les hommes et les femmes dans toutes nos actions

Le travail de plaidoyer politique mené au plan international et dans les plus hautes sphères a toujours été un atout maître de notre réseau. Ce travail demeurera une composante majeure de notre action future, mais devra changer de nature si nous voulons devenir une véritable force de transformation: plus que jamais, nous veillerons à trouver des solutions répondant à l'ampleur des problèmes, à établir le lien entre les micro-expériences et les grands systèmes et à préconiser des réformes qui ne sont pas préjudiciables aux pauvres, d'ici ou d'ailleurs. Il est évident que nous exercerons d'autant plus d'influence sur les valeurs et les politiques que nous unirons nos forces et coordonnerons nos efforts au sein du réseau CIDSE. Les actions et les stratégies suivies par nos membres seront par conséquent les éléments constitutifs de notre action collective, tandis que le réseau se concentrera sur des cibles collectives comme les Nations unies, l'Union européenne ou l'Église catholique.

LA NOUVELLE APPROCHE QUE NOUS ALLONS DÉVELOPPER

Le slogan de cette nouvelle approche stratégique pourrait être «moins de vieilles recettes et plus de nouveauté». Notre ambition est de fixer un agenda qui nous permette de dépasser le stade de la simple réaction à celui défini par nos gouvernements afin de mettre le nôtre en avant. Il s'agit de reconnaître, de protéger et de généraliser des alternatives existantes. Il s'agit aussi de diffuser des récits de changement reconnaissant l'importance d'une transformation initiée par les personnes. Il s'agit aussi, au niveau de la CIDSE, d'amplifier la collaboration avec nos partenaires du Sud, ce qui doit aller de pair avec plus de communication, plus de coordination et plus de transparence, de manière à aligner les actions du réseau sur celles des membres. Il s'agit enfin d'agir ensemble et d'apprendre collectivement afin de provoquer le changement. Au fond, nous voulons participer à la construction de mouvements dont la vigueur, la cohésion et la force d'inspiration seront suffisantes que pour instiller le changement dont nous avons besoin. La CIDSE se voit comme un trait d'union qui participe activement à ces mouvements de changement et elle s'engage dans les espaces où ils se rassemblent; elle apprécie le potentiel de l'Église par rapport à la construction de tels mouvements. Cette approche intègre nos actions thématiques, notre plaidoyer, nos campagnes et nos programmes, pour les mettre au service du changement transformationnel et pour diffuser nos messages le plus largement possible. Enfin, il s'agit de notre rôle au sein de l'Église et de la contribution de la famille CIDSE à l'épanouissement de l'Église grâce à des personnes porteuses d'espoir, témoins vivants du changement requis.

Le plus important est d'agir ensemble, d'œuvrer à des réformes portant les germes de la transformation. De relever des défis qui ont des répercussions dans plusieurs domaines à la fois. D'identifier avec nos partenaires les luttes visibles et concrètes où nous pouvons engendrer le changement nécessaire, en hiérarchisant les priorités ensemble et en décidant ensemble de ce qui est le plus efficace au regard de nos objectifs.

Un nouvel ensemble de critères déterminera nos choix stratégiques et nos actions concrètes. Ces critères sont les suivants:

- Le potentiel de transformation et la contribution à la réalisation de nos objectifs systémiques, y compris le questionnement des paradigmes économiques dominants;

- Un équilibre entre éléments proactifs (définition de l'agenda, promotion d'alternatives et de récits de changement) et réactifs (défense / résistance contre les fausses solutions);

- La consolidation de nos discussions stratégiques avec nos partenaires en lien avec la réalité du terrain, déploiement du plaidoyer et de l'action à plusieurs niveaux (international, national, local) de manière intégrée;

- Des stratégies et un discours d'alignement entre le plaidoyer, les programmes et les campagnes, proposant des alternatives crédibles et concrètes, des solutions politiques pratiques;

- Un équilibre entre les stratégies internes (axées sur les prises de décision nationales et internationales) et externes (mettant l'accent sur un changement initié par les personnes, la construction d'un mouvement et une mobilisation commune); une utilisation active de notre potentiel et de notre place au sein de l'Église, de la société, avec nos partenaires, pour contribuer à la construction d'un mouvement au service du changement.

Ceci doit nous permettre de porter les luttes locales de nos partenaires et des communautés à l'attention du public et du monde politique. Pour ce faire, nous voulons forger de nouvelles alliances, qui regroupent de manière inédite des personnes, des organisations et des mouvements de même affinité et qui favorisent la mutualisation des savoirs.

La CIDSE compte s'acquitter pleinement de sa mission de facilitateur, de catalyseur, de trait d'union et d'accompagnateur des processus de changement initiés par les communautés locales et la société civile. Dans un esprit de solidarité et pour consolider notre ambition de développer de projets de coopération à long terme, nous amplifierons notre action au loin dans le Sud, comme agents de changement solidaires des communautés pauvres et ici dans le Nord, comme organisations porteuses de changements positifs au sein de nos propres sociétés.

DES MÉTHODES DE TRAVAIL QUI ÉVOLUENT

Pour réussir, l'action collective de la CIDSE doit refléter les priorités de ses membres ainsi que les besoins et les expériences de ses partenaires. Par conséquent, nous ajusterons le cas échéant, nos priorités et nos axes de travail en fonction de ces paramètres. Notre nouveau cadre stratégique introduit davantage de souplesse dans notre démarche.

Nous poursuivrons les tests, les évaluations et les apprentissages en lien avec les campagnes de nos membres sur les changements de style de vie, de même qu'en lien avec les initiatives collectives corollaires – les «actions conjointes», par exemple. Ces actions seront soutenues par une solide stratégie de plaidoyer ayant pour but de préparer le terrain à l'apparition d'autres styles de vie au Nord comme au Sud. De ce point de vue, nous prêcherons par l'exemple.

© 4x6

MEMBRES, PARTENARIATS, ALLIANCES

Nos relations avec nos partenaires et nos alliés des cinq continents constituent un pilier essentiel de notre travail

© Trócaire

La CIDSE est un réseau dynamique, dont les priorités, les stratégies, les membres et les collaborations évoluent au fil du temps.

MEMBRES

Notre intention est avant tout de renforcer, voire d'élargir la base de nos membres. Nous voulons avoir des membres qui sont convaincus d'avoir fait le bon choix en s'affiliant à la CIDSE.

PARTENARIATS

Nous allons par ailleurs renforcer notre base de partenariat. Nos relations avec nos partenaires et nos alliés des cinq continents constituent un pilier essentiel de notre travail. Au fil des ans, nos membres ont tissé des liens avec des milliers d'organisations et d'initiatives œuvrant pour la justice sociale et le développement humain. Autant ces partenaires apprécient notre appui financier, autant ils insistent pour qu'une collaboration stratégique et concrète, au service de la justice sociale et du développement humain, soit au cœur de notre action commune. La CIDSE répond à cette exigence, surtout à l'échelon international.

Ce que nous voulons réaliser dans les années à venir:

- Explorer et approfondir notre coopération en partenariat Nord-Sud et étendre notre réseau de relations, surtout dans le Sud;

- Investir dans la création d'alliances avec les partenaires du Sud de nos membres et participer à des réseaux et à des mouvements de manière structurée et transparente, en particulier au niveau international et régional.

© Tommaso Tanini

ALLIANCES

Notre vision nous appelle à conjuguer nos efforts avec ceux d'autres personnes de bonne volonté afin de promouvoir la justice et la solidarité mondiale et de mettre un terme à la pauvreté et aux inégalités. Ces alliances permettront à la CIDSE d'avoir des échanges permanents avec d'autres acteurs importants. Nous nous efforcerons de bâtir des alliances plus larges et un mouvement plus fort, où se retrouveront aussi bien nos partenaires au sein de l'Église (notre réseau frère Caritas Internationalis, par exemple) que des alliés séculiers.

Plus spécifiquement, nous comptons, pour aller de l'avant:

- Travailler plus particulièrement avec des organisations, réseaux et alliances catholiques, laïques, de la société civile et œcuméniques;

- Préserver nos relations avec le Saint-Siège et nous attacher à les renforcer;

- Travailler avec les conférences épiscopales du Sud et de nombreux Évêques à travers le monde.

INSTRUMENTS ET OUTILS

Nous voulons ouvrir des espaces de création et d'échange des connaissances

© Tommaso Tanini

Ce nouveau cadre stratégique s'appuie sur les forces cumulées de notre réseau et de ses organisations membres: génération et partage de connaissances, mobilisation et coopération, développement et éducation. Nous devons nous organiser au mieux sur le plan interne de façon à avoir un impact à l'extérieur. Nous allons pour cela redynamiser les instruments dont nous nous sommes servis par le passé et en développer de nouveaux afin de mobiliser toute l'expertise, toute l'expérience et toutes les énergies disponibles au sein de notre réseau.

Nos priorités à cet égard sont les suivantes:

» FACILITER LES ÉCHANGES D'IDÉES AU SEIN DU RÉSEAU, que ce soit par des discussions intersectorielles auxquelles nous pourrons associer divers acteurs et intervenants au sein des organisations ou que se soit en interaction avec des réseaux et communautés de pratique à l'échelon national ou régional. Ce travail intersectoriel nous aidera à rompre l'isolement et mettre un terme à la séparation entre le débat politique et le débat stratégique ainsi qu'à réduire la redondance et la multiplication des priorités. Nous comptons par conséquent reconsidérer les structures de coordination et les démarches de nos programmes, y compris au niveau du leadership souhaité au sein de nos groupes. Par ailleurs, une évaluation de l'action de la CIDSE démontre qu'une intégration plus forte entre le travail de programme et l'action de plaidoyer s'avérerait plus que bénéfique. Nous allons donc tester de nouvelles façons de travailler, ouvrant la voie à une coopération plus étroite entre nos groupes travail régionaux et nos groupes de travail thématiques.

» TRANSFORMER LA CIDSE EN UN VÉRITABLE RÉSEAU APPRENANT. Nous avons pour ambition de nous améliorer dans la génération et le partage des leçons apprises et de nous entraider pour atteindre le prochain niveau de développement. Une véritable organisation apprenante repose sur une bonne coopération et sur un partage ouvert et transparent des réussites et des échecs pour s'épauler et se stimuler les uns les autres afin de mieux faire la fois suivante. La CIDSE veut ouvrir des espaces de création et d'échange des connaissances, pour affiner sans cesse ses positions et ses stratégies communes, pour favoriser la mutualisation et l'apprentissage entre les membres qui agissent à différents niveaux du réseau. La CIDSE entend fournir des outils de gestion des connaissances et des recherches qui renforcent l'impact collectif de l'ensemble du savoir produit.

» ORGANISER DES ESPACES, DES RÉUNIONS ET DES FORUMS voués au partage des expériences, au montage de projets de coopération de même qu'à la réflexion stratégique. En tant que facilitateur, la CIDSE veillera à créer les conditions d'une meilleure coopération et d'un meilleur partage au sein du réseau.

» IDENTIFIER, RECENSER ET REGROUPER LES EXPÉRIENCES PERTINENTES des organisations de la CIDSE et se servir de leurs bonnes pratiques, des outils qu'elles ont créés, de l'expérience qu'elles ont acquise et des défis qui leurs sont communs pour avancer dans notre mission. La CIDSE continuera de créer des espaces de partage, de coordination et d'échanges d'idées. Nos groupes de travail poursuivront leurs travaux autour de priorités thématiques ou géographiques et resteront ce faisant les chevilles ouvrières de l'action de la CIDSE. De nouveaux outils seront néanmoins développés, en partie grâce aux nouvelles possibilités offertes par les technologies de l'information.

» ASSURER LA COORDINATION AU SEIN DU RÉSEAU CIDSE, en fournissant un cadre commun, en regroupant les talents et les discours pour avoir plus d'impact. Par son rôle d'initiative et de facilitation, la CIDSE entrevoit la possibilité de promouvoir davantage de coopération et de regrouper des collègues talentueux autour de projets et d'activités spécifiques.

» LA CIDSE ESTIME QUE CHAQUE PERSONNE DANS LE RÉSEAU, DEVRAIT ÊTRE EN MESURE DE PRENDRE UNE INITIATIVE, de lancer une idée, un processus ou un flux de travail et de bénéficier du réseau pour y parvenir. Par-delà nos priorités fondamentales, nos membres sont invités à s'auto-organiser, mais ils pourront bénéficier du soutien et de l'accompagnement du secrétariat durant la phase de préparation.

» FACILITER LES CONTACTS ET LA COLLABORATION AVEC DE NOUVEAUX ACTEURS DANS LE CADRE D'ESPACES ET DE DISCOURS INNOVANTS DANS L'OPTIQUE DE CRÉER UN NOUVEAU MOUVEMENT AU SERVICE DU CHANGEMENT. La CIDSE veut recenser et consolider ses connaissances internes pour savoir où nous nous situons, en tant que réseau et organisations membres, par rapport aux mouvements sociaux et à d'autres organisations de la société civile. Nous devons évaluer à la fois nos capacités au sein des réseaux et nos points d'entrée existants pour nouer des liens avec d'autres mouvements / réseaux. La CIDSE, qui est un réseau international, entend promouvoir un débat permanent avec d'autres acteurs internationaux, experts et partenaires du Sud.

» SOUTENIR UNE MEILLEURE COMMUNICATION INTERNE. La CIDSE propose divers canaux de communication interne. Plusieurs de ses membres veulent créer davantage de synergies, d'alignements et d'efforts coordonnés; mieux utiliser les ressources humaines et autres, qui ne sont pas extensibles; exploiter le potentiel offert par le fait d'appartenir à une famille; concourir aux choix stratégiques et entreprendre des actions collectivement.

» ACCROÎTRE NOTRE RECOURS AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION POUR RENFORCER NOTRE TRAVAIL ACTUEL ET NOS FUTURES PRISES DE DÉCISION. Grâce aux nouvelles technologies, la CIDSE pourra atteindre les objectifs décrits précédemment de manière plus efficace et plus rentable.

» SOUTENIR LE RÉSEAU CIDSE AU TRAVERS DE NOUVEAUX FINANCEMENTS ET D'UNE NOUVELLE EXPERTISE. Les membres reconnaissent que la CIDSE a besoin d'un financement stable et durable et qu'ils doivent notamment veiller à lui fournir un budget de fonctionnement adéquat. La CIDSE reconnaît pour sa part que les moyens financiers de certains de ses membres sont en déclin. Ce défi sera relevé. La CIDSE mise sur les possibilités offertes par un paysage de financement désormais favorable aux réseaux efficaces et sur l'immense potentiel d'innovation de ses membres qui compensent leur manque de moyens financiers par une forte dose d'inventivité; la CIDSE va donc fédérer les membres qui désirent envisager ensemble les possibilités de financement afin de rendre possible de nouvelles actions et initiatives collectives. Notre réseau dans son ensemble devrait être en mesure d'étudier les nouvelles possibilités de financement extérieur et de profiter des nombreuses bonnes idées dont il dispose pour bénéficier de nouvelles sources de financements disponibles. Ces initiatives devraient renforcer le réseau et accroître son impact collectif, indispensable à une action transformative.

ASPECTS OPÉRATIONNELS

Le changement commence par nous

© Ruben Loodts

Le présent cadre stratégique doit nous aider à analyser et à cerner précisément ce que nous allons davantage faire à l'avenir et ce que nous ferons moins. Ci-après, quelques exemples.

CE QUE NOUS ALLONS MOINS FAIRE

- Formuler nos prises de position politiques uniquement par nous-mêmes; nous voulons nous concerter davantage avec nos partenaires et nos alliés lorsque nous prenons position ou définissons nos approches des problèmes;
- Faire du lobbying et du plaidoyer en fonction d'agendas et de cadres fixés par les gouvernements, et qui ne laissent entrevoir aucune possibilité de transformation;
- Utiliser un jargon, des acronymes et un verbiage politique difficilement compréhensibles pour le commun des mortels.

CE QUE NOUS ALLONS DAVANTAGE FAIRE

- Élaborer et étayer des positions politiques qui alimentent les processus de négociations internationales prioritaires et les stratégies de plaidoyer, tout en fixant nous-mêmes l'agenda, plutôt que nous évertuer à influencer les agendas fixés par d'autres; nous appuyer sur des alternatives solides / des récits positifs;
- Parallèlement à nos prises de position politiques existantes, en développer d'autres plus transformatives ainsi que des «éléments de réflexion» que nous pourrons rendre publics, le moment opportun;
- Nouer et entretenir des relations avec des petits groupes de personnes que nous aurons identifiées, dont le pouvoir de décision et/ou d'influence peut nous être utile;
- Veiller à ce que nos alliés et nos partenaires aient effectivement voix au chapitre durant le processus d'élaboration de nos politiques;
- Développer notre réseau de représentants, de décideurs et de partenaires pour disposer d'une liste effective de contacts auxquels nous avons accès et qui peuvent nous aider à influencer le cours des choses ou que nous pouvons solliciter dans les moments cruciaux.

ALIGNER LE TRAVAIL DES MEMBRES DE LA CIDSE ET DU RÉSEAU CIDSE

Nous voulons en outre engager une nouvelle réflexion sur la façon d'aligner ce que les membres de la CIDSE veulent faire par rapport à ce que le réseau devrait faire. Nous savons pertinemment qu'il y aura toujours une tension naturelle entre les résultats de la réflexion collective et des choix stratégiques, d'une part, et le mandat et les stratégies confiés au personnel des organisations membres de la CIDSE, d'autre part. Plutôt qu'une menace, nous y voyons une richesse. Nous pressentons néanmoins la nécessité de créer, au sein de la CIDSE, des forums et des espaces stratégiques qui serviront de points d'appui au travail effectué par nos organisations membres dans leur pays. Ce ne sera possible qu'à condition que les responsables des programmes, du plaidoyer, etc. se réunissent régulièrement pour contribuer à l'opérationnalisation des stratégies transversales. Les groupes de travail et le secrétariat pourront puiser à cette source lorsqu'ils devront aborder des questions systémiques comme les Objectifs de développement durable, la croissance économique, le changement de paradigme, l'accompagnement politique des actions communes, etc.

La CIDSE envisagera également la possibilité de créer un groupe consultatif pour guider et accompagner la transition dans la composition de la CIDSE et dans les mécanismes d'implication des partenaires du Sud au travail et aux prises de décision du réseau.

MESURER L'IMPACT

Pour renforcer notre impact sur le long terme, nous allons mesurer tous les efforts et stratégies déployés entre 2016 et 2021 à l'aune de leur nature transformative, en nous demandant à chaque fois si cet effort ou cette stratégie peut ou non contribuer au changement de paradigme. Le changement commence par nous: pour être au service de la transformation, nous devons nous autoriser à remettre en cause notre façon de travailler, nos relations avec nos partenaires, notre façon de faire du plaidoyer, de financer nos actions, notre empreinte écologique... Nous voulons être des acteurs crédibles qui prêchent par l'exemple, inspirés par la doctrine sociale de l'Église.

Nous sommes conscients qu'un changement systémique, autrement dit l'abandon du paradigme dominant caractérisé par un déséquilibre du pouvoir économique et politique et, plus fondamentalement, par l'inégalité entre les hommes et les femmes, est une épreuve de longue haleine. Mais nous sommes convaincus de pouvoir contribuer à cet objectif et de tirer des enseignements si nous parvenons à mesurer l'impact de notre action.

Concrètement, nous allons mesurer nos progrès à l'aune des critères suivants:

- La CIDSE est un acteur influent et reconnu par les grands décideurs de l'UE, de l'ONU et des organisations internationales y afférentes;
- La CIDSE est un acteur influent et reconnu au sein de l'Église, surtout au plan régional et international;
- La CIDSE agit en étroite collaboration avec des alliés incontournables et fait partie de réseaux influents;
- La CIDSE crée des espaces d'engagement plus profond avec des alliés incontournables du Sud et suit une stratégie à long terme de globalisation de sa base et de ses partenariats;
- La CIDSE est reconnue pour son action fondée sur des valeurs fortes, pour le fait qu'elle repousse les limites, qu'elle vise un changement systémique en faveur de la justice mondiale et qu'elle propose de véritables alternatives aux populations du Nord et du Sud;
- La CIDSE s'appuie sur des outils et des méthodologies qui permettent à ses membres d'agir par son biais, en tirant parti de leur affiliation, en se sentant plus forts et en étant membres d'une famille qui sait apprendre et interpeller;
- Les membres agissent au sein de la CIDSE et via celle-ci pour soutenir et créer des mouvements de changement, avec l'aide de leurs partenaires et de leurs réseaux de sympathisants;
- Les groupes de travail, forums et réunions de cadres de la CIDSE constituent un atout, en plein essor et axé sur les résultats;
- La CIDSE et ses membres ont réduit leur empreinte écologique.

PRÊCHER PAR L'EXEMPLE

Pour opérationnaliser ce cadre, nous allons prêcher par l'exemple. Nous consacrerons du temps et de l'énergie à intégrer de manière transversale nos objectifs sexospécifiques, notre réorientation Sud-Nord, nos objectifs en matière de durabilité et de climat, notre promesse de transparence et de redevabilité dans notre action au quotidien.

Plus spécifiquement, nous comptons:

- Réduire notre empreinte carbone, en voyageant moins et en recourant de manière plus efficiente aux technologies de l'information et de la communication;

- Nous montrer plus ouverts et plus inclusifs, notamment en invitant régulièrement nos alliés à nos conférences et aux réunions du Comité Directeur afin de renforcer la collaboration et l'intégration.

LE SECRÉTARIAT

Ce nouveau cadre stratégique exige des efforts supplémentaires de la part du secrétariat. Celui-ci va devoir renforcer certains éléments de sa configuration et de son mode opératoire.

Le secrétariat entend plus particulièrement:

- Renforcer l'appui fourni aux membres en permettant au personnel d'intensifier son action auprès des membres;

- Faciliter les échanges d'information au sein du réseau, en veillant notamment à ce que la communication entre le secrétariat bruxellois et les membres de la CIDSE se fasse dans les deux sens pour réduire le risque d'actions isolées et éviter les retards dans la recherche et l'obtention d'information; le secrétariat va par conséquent s'interroger sur la façon dont il partage l'information au sein du réseau, faire attention à la façon dont il gère cette information et s'efforcer d'adapter le type d'information aux besoins spécifiques des membres; par ailleurs, le secrétariat va inviter les membres de la CIDSE à partager librement les informations pertinentes dont ils disposent avec lui et avec les autres membres du réseau;

- Promouvoir l'innovation et de nouvelles façons de travailler ensemble en renforçant la capacité d'analyse prospective du secrétariat pour repérer les évolutions à un stade précoce;

- Faciliter l'apprentissage et la gestion des connaissances en veillant à ce que tous les projets et initiatives soient correctement évalués et à ce que les enseignements qui en sont tirés soient mis à la disposition de l'ensemble du réseau.

En résumé, nous allons veiller à ce que le secrétariat – avec l'aide des membres de la CIDSE – dispose des ressources, procédures et infrastructures (informatiques) nécessaires à la mise en œuvre du présent cadre stratégique.

Il est par ailleurs évident que ce changement dans les méthodes de travail du secrétariat requerra des efforts supplémentaires et de nouvelles compétences. Ce dernier va par conséquent se livrer à un exercice de bilan (décrit ci-dessus) de manière à recenser les activités et les initiatives devenues caduques en raison du nouveau cadre et déterminer à quoi les ressources ainsi libérées pourraient être affectées pour maximiser l'impact et les résultats.

• • • • • • •

Tous ces moyens devraient nous aider à combattre l'injustice systémique, les inégalités et la destruction de la nature, à promouvoir des alternatives justes et durables pour l'environnement et à œuvrer ensemble à l'avènement d'un changement transformationnel qui mettra un terme à la pauvreté et aux inégalités.

© 350.org

CIDSE
ensemble pour un monde de justice

Membres de la CIDSE

Autriche	Belgique	Belgique
Canada	Angleterre et Pays de Galles	France
Allemagne	Irlande	Italie
Luxembourg	Pays-Bas	Portugal
Slovaquie	Ecosse	Espagne
Suisse	Royaume-Uni	Etats-Unis

» La CIDSE est une famille internationale d'organisations catholiques œuvrant pour la justice sociale. Ensemble, nous nous employons à promouvoir la justice, à utiliser le pouvoir de la solidarité mondiale et à créer un changement transformationnel pour mettre un terme à la pauvreté et aux inégalités. Pour ce faire, nous dénonçons les injustices et les inégalités du système, de même que la destruction de la nature. Nous croyons en un monde où chaque être humain est en droit de vivre dignement.

Contact
CIDSE – Rue Stévin 16 – B-1000 Bruxelles
T: +32 2 282 4073 – F: +32 2 230 70 82 – pavarotti@cidse.org
www.cidse.org